

Union européenne



Manuel Valls, premier ministre français, a répondu lundi aux attaques: «La France n'est pas l'enfant malade de l'Europe.» AFP

Incertitudes sur le futur du couple franco-allemand

En Allemagne, Manuel Valls promeut l'amitié entre Paris et Berlin comme pilier du bien-être européen

Charlotte Bruneau Berlin

«La France n'est pas l'enfant malade de l'Europe», a objecté lundi Manuel Valls aux côtés d'Angela Merkel, afin de répondre aux attaques de plus en plus cyniques d'une partie de la droite allemande et des médias. Un malaise s'est en effet progressivement installé entre Berlin et Paris depuis l'arrivée au pouvoir de François Hollande. Et il s'est encore accentué depuis que la France a annoncé, mi-septembre, que Paris n'atteindrait la barre des 3% de déficit public qu'en 2017.

Alors que Berlin vise l'équilibre budgétaire en 2014, l'Allemagne reproche à la France un certain laxisme. Ainsi, si Manuel Valls est venu à Berlin, c'est surtout

pour convaincre l'Allemagne de fermer les yeux sur le déficit français. Bon gré mal gré, la chancelière a concédé que «les réformes détaillées par le premier ministre semblent ambitieuses. Je leur souhaite de réussir.» En d'autres termes, Paris et Berlin réitérent leur solidarité, du moins publiquement.

Partenaires inévitables

«Il ne faut pas confondre les deux grilles de lecture des relations franco-allemandes, souligne Yves Bertoncini, directeur de l'Institut Jacques Delors. Il y a d'abord la conjoncture, qui est responsable du ras-le-bol de l'opinion publique allemande quant à cette incapacité française de tenir ses promesses en matière de réformes. Mais il y a aussi la relation historique entre l'Allemagne et la France, qui va au-delà de la conjoncture et qui se trouve au cœur du processus de la construction européenne.»

En effet, la réconciliation du couple franco-allemand a joué un rôle majeur dans la naissance de l'idée européenne, tandis que de nombreux accords de l'Union ont

«La relation historique entre l'Allemagne et la France va au-delà de la conjoncture et se trouve au cœur du processus de la construction européenne»

Yves Bertoncini, directeur de l'Institut Jacques Delors

fait l'objet d'une entente préalable entre Paris et Berlin.

«L'affaiblissement de cette force motrice aurait un impact considérable sur l'aspect communautaire de l'Union, explique Olaf Boehnke, directeur du bureau berlinois du Conseil européen des relations étrangères. La France reste le partenaire inévitable de l'Allemagne en Europe. Le Royau-

me-Uni ne veut pas jouer ce rôle, et les autres pays ne font pas le poids aujourd'hui.» Sans oublier que, pour Angela Merkel, une Europe «trop allemande» reste hors de question.

Du point de vue des dynamiques intra-européennes, les différences historiques en termes d'orientations économiques, budgétaires et sociales entre la France et l'Allemagne ont contribué à instaurer un débat continu au sein de l'Union. «Tant que les relations franco-allemandes restent équilibrées, ces différences fondamentales permettent de maintenir une certaine diversité politico-économique en Europe», suggère Yves Bertoncini.

La perte d'influence du couple franco-allemand pourrait cependant avoir des aspects positifs en provoquant une redistribution du pouvoir entre les différents membres de l'Union. Mais à l'heure où les partis populistes et antieuropéens ont le vent en poupe, créer un vide politique à la tête de l'Union européenne représente un risque que Berlin et Paris semblent vouloir éviter à tout prix.

Ed Miliband lance la campagne du Labour

A huit mois de l'élection générale, le leader de l'opposition britannique veut confirmer sa capacité à diriger le pays

Ed Miliband a entamé son offensive pour devenir premier ministre le 7 mai prochain. Lors du congrès du Labour, qui se tient à Manchester, il a établi hier les six priorités de son parti à l'horizon 2025. Elles concernent avant tout l'économie et le service de santé, deux des trois thèmes (avec l'immigration) considérés comme décisifs par les électeurs.

Afin de réduire le fort chômage des jeunes, le leader de l'opposition veut s'assurer qu'«autant de jeunes iront en apprentissage qu'à l'université». Il mettra l'accent sur les industries vertes pour doubler le million d'emplois dans le secteur. La forte hausse du salaire minimum permettra de diviser par deux le nombre de bas salaires.

S'attaquant directement au premier ministre David Cameron, «qui privatise et partitionne le système de santé», il a promis 3,7 milliards de francs pour le moderniser et embaucher 36 000 infirmiers, aides-soignants et médecins. Ces dépenses seront financées par une taxe sur les propriétés qui devrait rapporter plus de 3 millions de francs, une autre sur les cigarettiers et par la course aux niches fiscales utilisées par les hedge funds. Enfin, deux fois plus de Britanniques pourront acquérir chaque année leur premier logement, notamment grâce à un vaste programme de construction.

Lundi, son responsable des Finances, Ed Balls, avait déjà tenté de rassurer les électeurs et les milieux d'affaires, qui estiment que les travaillistes ne sont pas crédibles en matière de gestion économique. Le Labour prendra «de difficiles décisions pour réduire le déficit» tout en «équilibrant les comptes de manière plus juste», avait-il assuré. En contrepartie du rétablissement de la tranche de

50% du taux d'imposition des plus hauts salaires, le taux d'imposition des entreprises sera réduit et la hausse des allocations familiales restera limitée à 1% par an jusqu'en 2017.

Les nombreux débats ont pourtant confirmé la frustration de la plupart des militants devant cette stratégie libérale. Elle confirme la poursuite du tournant entamé par l'ancien premier ministre Tony Blair, bien qu'Ed Miliband ait été élu à la tête du parti après avoir défendu une position très à gauche.

«Cette mesure de plafonnement des allocations familiales ne permettra d'économiser que 600 millions de francs, mais elle touchera les plus pauvres»

Un militant travailliste

«Pourquoi utiliser cette mesure de plafonnement des allocations familiales pour prouver aux Britanniques que l'on veut réduire le déficit? Elle ne permettra d'économiser que 600 millions de francs, mais touchera les plus pauvres», s'est énervé un jeune militant de Manchester.

Plus généralement, les discussions ont mis en avant leur agacement devant le décalage grandissant entre l'élite politique de Westminster d'un côté, la population et même les élus locaux de l'autre. L'annonce par David Cameron de la dévolution de compétences vers les villes et les régions anglaises a ainsi trouvé une grande résonance auprès des travaillistes. Au grand dam d'Ed Miliband, qui refuse d'en faire une priorité.

Tristan de Bourbon Manchester



Ed Miliband au congrès du Labour, hier, à Manchester. REUTERS

Afrique de l'Ouest L'épidémie d'Ebola «explose»

Jusqu'à 1,4 million de cas d'Ebola pourraient être répertoriés d'ici à janvier prochain en Sierra Leone et au Liberia, deux des trois pays les plus touchés par l'épidémie, selon un nouveau modèle informatique des autorités sanitaires américaines. Les Centres fédéraux de contrôle et de prévention des maladies (CDC) ont indiqué hier que le virus Ebola pourrait affecter entre 550 000 et 1,4 million de personnes dans ces deux pays d'ici au 20 janvier prochain. **AFP**

Il a dit

«La reine a ronronné de contentement au téléphone en apprenant que les Ecos-sais avaient rejeté l'indépendance»



David Cameron, premier ministre britannique

Pédophilie Le Vatican poursuit un ancien prélat

Le Vatican a annoncé hier l'ouverture d'une procédure pénale pour pédophilie contre son ancien nonce apostolique en République dominicaine, le Polonais Josef Wesolowski, qui a été assigné à résidence à l'issue d'une audience préliminaire. Le porte-parole du Vatican, Federico Lombardi, a précisé que ces poursuites, susceptibles d'aboutir au premier procès pour pédophilie dans le petit Etat, avaient été lancées «conformément à la volonté exprimée par le pape». **AFP**

New York



Le gendre de Ben Laden et ancien porte-parole d'Al-Qaïda, Souleymane Abou Ghaith, a été condamné hier à New York à la réclusion à perpétuité, six mois après avoir été reconnu coupable de terrorisme. L'ancien imam de 48 ans, d'origine koweïtienne, avait justifié les attentats du 11 septembre quelques heures après le drame, assis aux côtés d'Oussama ben Laden. **AFP**

Le chiffre

102

C'est le nombre de tonnes de cannabis détruites depuis mars, a annoncé hier la police albanaise. Une quantité qui représente une valeur de marché estimée à 6,4 milliards d'euros (environ 7,7 milliards de francs), soit 60% du PIB annuel du pays. «La police albanaise a également détruit plus de 2000 champs de cannabis et plus de 530 000 plants de cette culture», a déclaré le ministre albanaise de l'Intérieur, Saimir Tahiri. Au cours de ces opérations, 1762 personnes ont été arrêtées ou interpellées. **AFP**

Un soldat azerbaïdjanais tué

Karabakh Un soldat azerbaïdjanais a été abattu hier par un sniper arménien dans la zone frontalière de la région séparatiste du Nagorny-Karabakh que se disputent l'Arménie et l'Azerbaïdjan depuis des décennies, a indiqué le Ministère de la défense azerbaïdjanais. **AFP**

Le président bat son record de tweets

Equateur Grand adepte des réseaux sociaux, le président de l'Equateur, Rafael Correa, vient de battre son record personnel de tweets. Il a publié 23 messages en une heure. **ATS**